

## CHAPITRE XIV

# MÉDIAS ALTERNATIFS ET RADICALISATION DE LA CRITIQUE

Dominique Cardon et Fabien Granjon

Il n'est pas d'article de presse consacré aux mobilisations internationales de la « génération Seattle » qui ne paraisse sans un encadré sur la place d'Internet dans la galaxie de mobilisations hétérogènes que l'on reconnaît aujourd'hui sous le nom de mouvement altermondialiste. On ne s'est sans doute jamais autant servi d'une technologie de communication pour décrire un répertoire d'action militant. Tout se passe comme si le label Internet servait d'indispensable brevet de nouveauté à un mouvement en mal de rupture avec ses nombreuses généalogies.<sup>1</sup> Parmi les raisons invoquées pour expliquer cette association<sup>2</sup>, on voudrait insister ici sur le fait que, confrontés à la fermeture de l'espace médiatique traditionnel sur des formats de publication professionnels standardisés, une fraction de militants « alter-

1. Cf. Éric Agrikoliansky Olivier Fillieule et Nonna Mayer (sous la direction de), *L'Altermondialisme en France. Genèse et dynamique d'un mouvement social*, Flammarion, Paris, 2005.

2. Cf. Fabien Granjon, *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Apogée, Rennes, 2001.

mondialistes » a investi le Web comme le lieu d'un possible réarmement des prises de parole critiques dans l'espace public. Les dispositifs de publicité altermondialiste qui se construisent sur l'Internet autorisent en effet des formats de participation et de réception relativement originaux, exerçant leurs effets, limités mais décisifs, sur l'espace médiatique traditionnel. Le processus de radicalisation auquel il sera fait ici référence doit donc être compris comme la conséquence, dans une conjoncture de mobilisation transnationale, de la transformation dynamique des articulations entre les différents espaces de publication (numérique, audiovisuel ou imprimé) dans lesquels sont exprimés les discours, témoignages, revendications et accusations des acteurs du mouvement altermondialiste.

Un premier argument au service de cette hypothèse tient au fait que la critique des médias « traditionnels » est centrale dans la constitution du « mouvement alter ». Elle constitue la raison d'être de nombreuses organisations spécialisées engagées dans la galaxie altermondialiste et particulièrement attentives à la fabrication des représentations dominantes et au risque de voir le mouvement dépossédé de la construction de son image publique.<sup>3</sup> Un second argument en faveur de notre hypothèse renvoie à la transformation des conditions d'énonciation et de recevabilité de la critique dans l'espace public. Dans un travail antérieur, nous avons cherché à montrer les effets de l'affaiblissement des ressources expressives ordinaires disponibles pour la construction publique des indignations dans l'espace radiophonique de 1994.<sup>4</sup> Cette impuissance de la critique pouvait s'expliquer par trois éléments : la transformation du système de catégorisation des injustices (avec le déplacement systématique de la désignation des « victimes » d'injustice en « exclus » du système) ; la délégitimation des procédures accusatoires permettant de lier entre elles des macro-entités (par exemple, à l'aide du schème interprétatif de l'exploitation ou celui de la responsabilité) ; et la polarisation des attentes des journalistes vers la forme du témoignage ému conduisant les auditeurs à exprimer la souffrance et la honte de l'impuissance devant les désordres du monde (au détriment

3. Cf. Dominique Cardon et Fabien Granjon, « Les mobilisations informationnelles, du nouvel ordre mondial de l'information et de la communication au mouvement altermondialisation », in Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (sous la direction de), *L'Altermondialisme en France. Genèse et dynamique d'un mouvement social*, op. cit.

4. Dominique Cardon et Jean-Philippe Heurtin, « La critique en régime d'impuissance. Une lecture des indignations des auditeurs de France-Inter », in Bastien François et Érik Neveu (sous la direction de), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Presses universitaires de Rennes, 1999, p. 85-119.

d'autres formes d'expression, comme l'indignation accusatrice ou le témoignage distancié). Cette difficulté à conduire la « critique en colère » dans l'espace public nous semblait alors symptomatique des effets de la généralisation du paradigme de l'exclusion comme outil de lecture du monde social. De nombreux essais ou travaux ultérieurs indiquent qu'une partie des techniques accusatoires dont les ressorts normatifs semblaient s'être épuisés au début des années quatre-vingt-dix ont repris sens et vigueur, à la fois après les mobilisations de décembre 1995 et, plus sûrement mais sur d'autres terrains de conflictualité, après celles de Seattle en 1999.<sup>5</sup> Le « retour de la critique » sociale et politique qui accompagne la mise sur agenda du thème de la mondialisation néolibérale se caractérise en effet par un renouveau du discours sur les injustices et les inégalités, la mise en avant des phénomènes de globalisation comme les vecteurs de processus d'exploitation et de domination et l'expression de témoignages multiples de souffrance et de dépossession. La particularité de ces discours critiques tient au fait que les relations d'interdépendance entre les victimes (chômeurs délocalisés, paysans sans terre, mal-logés expulsés, réfugiés rapatriés, salariés-actionnaires trompés, indigènes dépossédés de leur culture, etc.) et les persécuteurs (multinationales, organisations financières internationales, gouvernements, marchés financiers) se situent d'emblée à un niveau international et que leurs relations sont d'ordre systémique.

Le succès d'opinion que connaissent aujourd'hui ces figures critiques n'a pu prendre corps qu'à la faveur d'une ouverture des dispositifs permettant d'énoncer publiquement, de mettre en circulation et de rendre appropriables des discours qui, depuis des années, exprimaient ces revendications dans des espaces clos et stigmatisés. Que l'on se souvienne par exemple, du peu d'attention médiatique consacrée en leur temps au contre-sommet du G7 de 1989 (« ça suffait comme si »), aux grandes campagnes internationales sur la dette du tiers monde ou aux critiques de la déréglementation et de la financiarisation de l'économie s'exprimant au milieu des années quatre-vingt-dix avant qu'elles ne deviennent, chez les économistes eux-mêmes, un thème central. Depuis le début des années deux mille, la dénonciation de l'hégémonie néolibérale construite dans les multiples organisations qui ont été unifiées sous l'étiquette de « mouvement altermondialiste » a connu une brutale et impressionnante percée sur l'agenda médiatique, suscitant mouvements d'opinion, vedetta-

5. Christophe Aguiton, *Le Monde nous appartient*, Plon, Paris, 2001 ; Michaël Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils, Paris, 2000, p. 71-98.

## *La démocratie aux extrêmes*

risation de quelques leaders, succès éditoriaux et inévitablement, en retour, la critique de sa fulgurante réussite. L'agenda altermondialiste unifie de manière lâche derrière le « méta-cadre » de la critique du néolibéralisme un ensemble très hétérogène de causes touchant des catégories de victimes très différentes (travailleurs, paysans, peuples indigènes, femmes, minorités sexuelles, etc.) et mettant en jeu des processus de domination et d'exploitation différents (économiques, culturels, sexuels, écologiques). On voudrait faire l'hypothèse que l'une des raisons (parmi beaucoup d'autres) qui ont assuré le succès de la critique altermondialiste dans l'opinion publique<sup>6</sup> tient au désenclavement des espaces dans lesquels, de façon extrêmement dispersée et hétérogène, ces revendications ont initialement pris corps. Les expressions en marge produites dans les médias alternatifs ont ainsi fait l'objet d'une soudaine réévaluation par les médias centraux. Une constellation de publications à la diffusion clandestine, de rapports d'expertise à la notoriété restreinte, de réunions militantes confidentielles, de journées d'études sans publics a brusquement suscité l'intérêt des journalistes et des éditorialistes. Ainsi est-ce la nouvelle conjoncture politique créée par la dynamique de mobilisation consécutive aux manifestations contre l'OMC à Seattle qui a contribué à accorder du crédit à ces espaces d'expression fragmentés et hétérogènes et à s'y intéresser. Les journalistes sont allés y puiser leurs informations et recruter leurs informateurs, les militants ont mis en réseau leurs savoirs, les activistes ont renforcé leur communication et ouvert leurs espaces d'expression. À cet égard, la radicalisation des positions tenues dans l'espace public à l'égard de la « globalisation néolibérale » apparaît comme une conséquence du travail d'unification et de mise en relation des micro-espaces de production de connaissances et d'informations tenues par les militants et les contre-experts sur le Web.<sup>7</sup> La couverture médiatique dont bénéficie depuis sa première édition le Forum social mondial de Porto Alegre constitue un terrain particulièrement adapté à l'analyse de ce désenclavement des arènes d'expression militantes.

6. Stéphane Rozès, « Malaises dans la mondialisation », *Contretemps*, n° 2, septembre 2001, p. 47-54.

7. Sur cette dimension plurielle et dynamique des articulations entre les espaces publics, cf. Bastien François et Érik Neveu, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », in Bastien François et Érik Neveu (sous la direction de), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, op. cit., p. 13-58.

LA COUVERTURE DU FORUM SOCIAL MONDIAL  
DE PORTO ALEGRE SUR LE WEB

Nous avons entrepris d'analyser la couverture médiatique du deuxième Forum social mondial (FSM 2002), événement clé dans la constitution du mouvement altermondialisation.<sup>8</sup> Nous avons distingué trois types de publications (*cf.* tableau I) afin de faire apparaître les traits les plus saillants des différentes manières d'organiser la publication des informations et de mettre au jour les tensions et les dynamiques propres aux espaces publics numériques: les médias centraux (entreprises de presse « traditionnelles » de l'espace médiatique français); les médias engagés (collectifs de producteurs d'information « contre-experts » affirmant des positions de soutien au mouvement altermondialisation sur le Web); les média-activistes (groupes souvent sans structure d'acteurs soutenant la production d'une information alternative sur le modèle de l'*open publishing*).

TABLEAU XXX TROIS TYPES DE PUBLICATIONS SUR LE WEB*		
Médias centraux	Médias engagés	Média-activistes
<i>Libération</i> (46)	<i>FSM-Attac</i> (102)	<i>Indymedia</i>
<i>Le Monde</i> (63)	<i>Mediasol</i> (60)	<i>France</i> (60)
<i>Le Figaro</i> (47)	<i>Place publique</i> (41)	<i>CMAQ</i> (67)
<i>L'Express</i> (6)	<i>Les Pénélopes</i> (39)	
<i>La Croix</i> (10)	<i>Ciranda</i> (10)	
<i>L'Humanité</i> (23)	<i>Rouge</i> (20)	
<i>Le Nouvel Obs</i> (8)	<i>Courrier de Genève</i> (50)	
	Site web de G. Bertrand (6)	
	<i>Cybersolidaires</i> (64)	
TOTAUX		
(203)	(392)	(127)
* Les chiffres entre parenthèses correspondent au nombre d'articles publiés.		

8. Le Forum social mondial est né de l'initiative de responsables associatifs brésiliens en janvier 2001 en réponse au World Economic Forum (WEF). La deuxième édition du FSM s'est tenue du 31 janvier au 5 février 2002 à Porto Alegre.

## *La démocratie aux extrêmes*

La catégorie des médias engagés réunit les acteurs les plus nombreux et incontestablement les plus actifs dans la production d'information militante lors du FSM 2002. Certains sont des webzines militants n'ayant pas d'autre support que l'Internet (Les Pénélopes, Cybersolidaires), d'autres sont les sites Web de journaux ou de magazines ayant une ligne éditoriale clairement « engagée » au côté du mouvement altermondialisation (Rouge, Politis, Témoignage chrétien ; une partie de ces organes de presse se retrouve dans notre corpus derrière le portail Médiasol), d'autres enfin sont liés à une organisation (FSM-Attac) ou directement produits par des militants (site personnel de Guillaume Bertrand). Se posant directement dans une logique de concurrence avec les structures médiatiques traditionnelles, les médias engagés cherchent à donner sens à la relation assez intime qui existe entre le type de militantisme (intellectuel, expert, etc.) dont ces organisations sont porteuses et leur volonté de participer aux débats au sein de l'espace public. À cet égard, Internet offre aux médias engagés des ressources originales pour faire exister une parole organisationnelle réactive et facilement accessible (aux journalistes mais aussi aux multiples publics auxquels ils s'adressent : militants, universitaires, experts des institutions publiques, etc.). Il permet de développer à faible coût un média conférant une signature et une logique propres aux discours des collectifs militants, tout en développant des liens ouverts avec d'autres organisations proches ou lointaines. La production d'informations dans cet univers s'appuie sur un réseau composé à la fois de professionnels des médias et de militants ayant une familiarité plus ou moins forte avec l'écriture. Le site d'ATTAC pour le FSM est emblématique de ce type de dispositif. Il est nourri par une équipe d'une quinzaine de rédacteurs composée à la fois d'étudiants-militants aguerris et de militants locaux, « boursiers » de l'association venus à Porto Alegre pour participer à certains débats et en faire des comptes rendus.

Les média-activistes revendiquent pour leur part la production d'une information alternative. On rencontre moins ici des médias ou des rédactions que des réseaux d'acteurs généralement d'obédience libertaire, souvent difficiles à identifier autrement que par le site qui accueille leur production. Pour Indymedia (Independent Media Center) ou CMAQ, la production de l'information doit répondre au principe d'une publication ouverte permettant à l'ensemble des individus qui le désirent de publier en ligne, quasi instantanément et en différentes langues, n'importe quel type de documents (texte, son, image fixe ou animée). Les média-activistes renouent avec la dénonciation des médias dominants mise en forme dans les années soixante-dix. Face aux « systèmes

## *Médias alternatifs et radicalisation de la critique*

hyperconcentrés contrôlés par les appareils d'État, les monopoles, les grands appareils politiques», ils proposent de libérer la parole individuelle et de promouvoir « des systèmes miniaturisés [...] qui donnent de réels moyens de communication, non seulement aux « larges masses », mais également aux minorités, aux marginaux, aux groupes déviants de toute nature »<sup>9</sup>. La critique des média-activistes porte ainsi pour l'essentiel sur le caractère centralisateur, conformiste, autoritaire et oppressif des médias centraux et engagés, auxquels ils opposent des espaces de diffusion alternatifs auto-organisés, souples, libérés a priori de toute censure et permettant de donner une tribune à la multitude des acteurs dont l'agrégation dessine les contours fuyants du mouvement altermondialiste. Le média-activisme dénonce donc, dans un même mouvement, l'objectivité illusoire des professionnels de l'information et la parole autoritaire de l'élite militante qui représentent à ses yeux les deux principaux régimes de confiscation de la parole.

### LE RÉARMEMENT DE LA CRITIQUE

Afin d'étayer l'hypothèse d'un réarmement de la critique, nous avons soumis à un outil de traitement des textes, Prospéro<sup>10</sup>, un corpus de 722 articles en langue française extraits des différents médias actifs dans la couverture du FSM. L'utilisation que nous faisons ici de Prospéro reste extrêmement limitée. Le logiciel nous a simplement aidés à explorer le corpus et à catégoriser une série d'acteurs et de notions sous la forme d'êtres fictifs (que nous signalons par le signe @ dans le texte).<sup>11</sup>

Lecture du tableau *infra* page 318 sq: le chiffre indique le rang de l'être fictif au sein de la liste ordonnée des 300 premiers être fictifs (et entités) de chaque corpus par type de média. L'être fictif *Anarchisme@* apparaît par exemple au 7<sup>e</sup> rang de la liste des êtres fictifs et des entités du corpus média-activiste. En revanche, il est absent des trois premières mentions sur la liste des deux autres corpus.

9. Félix Guattari, *La Révolution moléculaire*, 10/18, Paris, 1977, p. 367.

10. Cf. Francis Chateauraynaud, *Prospéro. Une technologie littéraire pour les sciences humaines*, Éditions du CNRS, Paris, 2003.

11. Il faut rappeler que si cet outil permet de donner une représentation des grands corpus en faisant émerger des traits, des absences et des proximités entre les textes ou entre entités catégorisées dans les textes, il ne prétend aucunement produire une objectivation positive, reproductible et systématique de ces textes. Il facilite juste une lecture « compréhensive » du corpus à partir de listes classant les entités et être fictifs par ordre d'importance.

TABLEAU 2  
RANG DES ÊTRES FICTIFS

CATÉGORIES D'ÊTRES FICTIFS	ÊTRES FICTIFS (@)	MÉDIAS CENTRAUX	MÉDIAS ENGAGÉS	MÉDIA-ACTIVISTES
MOUVEMENT ALTERNOMDIALISATION	Globalisation	4	15	9
	Histoire du mouvement altermondialisation	9	21	13
	Élite altermondialisation	7	39	24
	« Antimondialisation »	32	152	104
	Espace politique français	1	147	11
ESPACES POLITIQUES	FR-Conservateurs	19	Absent	Absent
	Espace politique mondial	23	86	23
	FR-Socialistes	47	Absent	75
	FR-Ecolos	60	Absent	Absent
	FR-Communistes	216	Absent	244
	FR-Gauchistes	63	Absent	278
	Espace politique Brésilien	30	104	25



*Médias alternatifs et radicalisation de la critique*

CATÉGORIES D'ÊTRES FICTIFS	ÊTRES FICTIFS (@)	MÉDIAS CENTRAUX	MÉDIAS ENGAGÉS	MÉDIA-ACTIVISTES
MOUVEMENTS	ATTAC	12	24	16
	Mouvement social français	27	34	32
	Mouvement contre financiarisation	26	31	37
	Mouv. pour l'abolition de la dette	80	82	Absent
	Mouvement environnementaliste	85	Absent	155
	Mouvement des femmes	Absent	66	83
	Mouvement de l'économie solidaire	Absent	271	Absent
	Mouvement paysan	40	38	33
	Mouvements radicaux	Absent	Absent	55
	Mouvement des sans	Absent	120	59
CAUSES	Mouvement communication	Absent	117	115
	Finance-commerce	6	3	19
	Femmes	109	2	18
	Dette	11	6	Absent
	Environnement	17	10	15
	Démocratie	38	20	29
	Eau	167	101	Absent

*La démocratie aux extrêmes*

CATÉGORIES D'ÊTRES FICTIFS	ÊTRES FICTIFS (@)	MÉDIAS CENTRAUX	MÉDIAS ENGAGÉS	MÉDIA-ACTIVISTES
CAUSES (SUITE)	Indigènes	Absent	125	Absent
	Logiciel libre	Absent	151	Absent
	OGM	Absent	199	Absent
	Communication	64	33	21
	Palestine	Absent	285	246
	Pays du Sud	25	29	178
	Tiers monde	50	59	143
	Jeunes	75	113	77
	Femmes	124	5	28
	Paysans	53	23	76
GROUPE DE VICTIMES	Enfants	81	50	114
	Victimes de la répression	115	83	124
	Immigrés	292	173	170
	Travailleurs	59	36	10
	Les sans	88	81	79
	Exclus	Absent	Absent	133

*Médias alternatifs et radicalisation de la critique*

CATÉGORIES D'ÊTRES FICTIFS	ÊTRES FICTIFS (@)	MÉDIAS CENTRAUX	MÉDIAS ENGAGÉS	MÉDIA-ACTIVISTES
AGENTS PERSÉCUTEURS	Institutions internationales	3	4	26
	Leaders globaux	34	163	75
	ONU	92	161	Absent
	Entreprises	20	11	46
	États-Unis	28	18	47
	Pays du Nord	66	46	107
	Police	Absent	262	34
	Armée	151	40	39
	Dominants	289	Absent	80
	Puissants	Absent	Absent	105
IDÉOLOGIES	Patronat	Absent	Absent	280
	Capitalisme	42	49	44
	Environnementalisme	50	60	Absent
	Néolibéralisme	8	1	4
	Anarchisme	Absent	Absent	7
	Socialisme	68	108	31

## Les médias centraux polarisés par la compétition politique française

La couverture du FSM 2002 par les différents types de médias montre de très sensibles différences dans le choix des cadres mobilisés pour interpréter l'événement. Celles-ci apparaissent d'abord dans la désignation du mouvement. Évoquer de façon générique le mouvement « antimondialisation »@, reconstituer les étapes de son histoire@ (Seattle, Prague, Québec, Gênes, etc.), pointer les termes généraux de la globalisation@ et de sa critique, sont des opérations que se réservent les médias centraux qui posent toutes ces catégories nettement plus haut que les médias du mouvement, qu'ils soient engagés ou activistes. La construction de la mouvance altermondialiste comme nouveauté dans le paysage militant est un angle journalistique omniprésent dans les comptes rendus des nombreux organes de la presse française qui se sont rendus sur place. Très significatives à cet égard sont les références aux membres de l'élite du mouvement@ (Bové, Cassen, Lula, Chomsky, Aguiton, Traoré, Klein, etc.) qui sont situées au 7<sup>e</sup> rang pour les médias centraux et seulement au 37<sup>e</sup> des médias engagés. Dessiner les contours de la mobilisation, isoler des leaders au profil médiatique, doter un mouvement très hétérogène d'une cohérence et d'une volonté propres, tout en fixant des lignes de partage simple, toutes ces opérations participent du travail journalistique de typification et de construction des sens de l'événement. Il n'est pas surprenant que les médias qui se trouvent situés à l'intérieur du mouvement ne ressentent pas le même souci d'autodésignation et se montrent très hostiles à la médiatisation de certains des leurs (élites altermondialisation@ au 39<sup>e</sup> rang seulement des médias engagés). De la même manière, et cela de façon assez systématique, les médias centraux prélèvent sur les multiples activités de Porto Alegre les événements majeurs impulsés par les organisations que désignent souvent à leur attention les leaders associatifs avec lesquels ils entretiennent des liens étroits. De ce fait, ce sont eux qui citent le plus fréquemment ATTAC@ ainsi que les organisations à forte notoriété qui se mobilisent sur les questions de commerce, de finance@ et d'environnement@. En revanche, les réseaux d'organisations de paysans@, de femmes@ et d'économie solidaire@ ne sont plus pris en charge dans la couverture journalistique centrale (les mouvements paysans étant souvent réduits à la rencontre de José Bové et des Sans-Terre).

Dans le même sens, les médias centraux portent principalement attention au déplacement de la compétition politique française à Porto Alegre (l'espace politique français@ est au

premier rang des médias centraux et au 147<sup>e</sup> rang des médias engagés) et s'attachent au positionnement des ministres et des candidats de la campagne présidentielle (Chevènement, Besancenot, Mamère, etc.). Les rédacteurs en chef des sites d'ATTAC et de Mediasol ont en revanche donné des consignes claires pour éviter autant que possible de faire rentrer dans les articles de leurs rédactions les hommes politiques français, soupçonnés de détourner le FSM de son véritable sujet, politique éditoriale partagée par les magazines engagés (Politis, Témoignage chrétien, Le Courrier de Genève). Cette différence de cadrage apparaît de façon encore plus évidente dans le traitement des différentes causes qui constituent les axes thématiques du forum. Le contraste est d'abord sensible entre les médias engagés où quasiment tous les thèmes obtiennent le meilleur rang des trois corpus et les médias centraux qui ne placent en tête aucune des thématiques du forum. Au contraire, une proximité paradoxale se repère entre médias centraux et média-activistes qui prêtent tous deux beaucoup moins d'importance à la description, à l'analyse et à l'argumentation des thématiques du FSM. Si les questions de finance@ et de commerce international@ occupent un rang élevé dans les trois corpus (3<sup>e</sup> pour les médias engagés, 6<sup>e</sup> pour les médias centraux), les thématiques féministes@ sont en revanche radicalement absentes des médias centraux (109<sup>e</sup> rang), alors que ce thème occupe la deuxième place dans les médias engagés. De la même manière, les thèmes plus spécialisés du FSM – l'eau@, les peuples indigènes@, l'économie solidaire@, les logiciels libres@ ou les OGM@ – restent confinés dans les débats d'experts dont rendent compte, documents de synthèse à l'appui, les médias engagés. Ils sont d'ailleurs les seuls à porter de l'intérêt à ces débats absents des deux autres corpus. Il n'est par contre pas surprenant que les sites média-activistes, qui s'occupent finalement assez peu des grandes thématiques du Forum (par exemple, la dette@ et les inégalités Nord/Sud@ sont quasiment absents), portent plutôt leur attention vers les causes qui les mobilisent directement : le droit et les outils de communication@ et, de façon plus lointaine, la Palestine@. Les mouvements radicaux@ (Aarrg!, Golup, Fag, Vamos, Reclaim the Street) et des sans@ (AC!, DAL, MNLM, etc.) plus engagés dans des formes directes d'action contestatrice et de désobéissance civile sont uniquement présents dans le corpus des média-activistes.

Des différences très sensibles apparaissent ainsi dans la manière de saisir l'événement. Les médias centraux s'attachent surtout à définir le mouvement en le posant comme un nouvel acteur du jeu politique, offrant des ressources spécifiques dans les stratégies des acteurs de la compétition politique fran-

## *La démocratie aux extrêmes*

çaise. De façon presque systématiquement opposée, les médias engagés rendent compte de la diversité des thématiques du FSM en s'efforçant de clore le mouvement autour de ses propres enjeux. Enfin, de manière nettement plus polémique, les média-activistes s'attachent à toutes les lignes de fracture mobilisables pour engager directement un rapport de force au moyen de manifestations ou d'actions symboliques. Ces différences thématiques ne prennent cependant véritablement sens qu'au regard des dispositifs d'énonciation dans lesquels ces textes ont pris forme.

### Les médias engagés reconstruisent la critique de la domination centre/périphérie

Les textes produits par les différents médias instaurent des contrats d'énonciation très dissemblables. On ne s'arrêtera pas ici sur les formats mis en œuvre par les médias centraux qui déploient toute la panoplie des genres professionnels disponibles (papier d'atmosphère, article de synthèse, interview, compte rendu de séminaire, billet d'humeur) sans, cependant, faire beaucoup varier les angles (sympathie de principe pour le mouvement, visite aux paysans sans terre, mise en scène de l'opposition Davos/Porto Alegre, etc.). En revanche, il est utile d'observer le contraste assez sensible qui existe à l'intérieur des formats de publication Web entre des systèmes d'énonciation très hétérogènes. Davantage que les média-activistes qui, ouverts à tous et à tout, ne peuvent ni ne veulent revendiquer une politique éditoriale, l'une des originalités des médias engagés est de s'attacher à tenir ensemble, souvent sur le même site ou dans une très grande proximité grâce aux liens hypertextes, des textes courts et longs, très distanciés et très impliqués, des positions modérées et radicales, des textes à la signature institutionnelle et des témoignages personnels. La variation de la taille des articles, allant de la brève au rapport de plusieurs dizaines de pages, est beaucoup plus importante que pour les médias centraux. Les usages multimédias du Web sont ensuite particulièrement développés. Durant le sommet, le groupe féministe des Pénélopes réalise un journal quotidien en vidéo sur leur site ; les reportages photo sont omniprésents sur le site personnel de Guillaume Bertrand, un militant qui publie tous les jours son propre journal du FSM et anime parallèlement un forum de discussion avec des militants limousins ; des interviews en fichier sonore sont proposés sur le site d'ATTAC afin d'économiser le temps de la transcription. Ces modalités d'expression empruntent des formats inédits ou renouent avec des formes disqualifiées dans le monde de l'écri-

ture professionnelle: textes très longs sans structure, mélange de subjectivisme et de vocabulaire théorique, habillage fictionnel d'enquêtes documentées, usages de slogans et de raccourcis, inventions graphiques, etc.

Mais cette mosaïque de formats de publication en ligne présente surtout comme caractéristique, au regard des règles de distanciation de l'écriture journalistique<sup>12</sup>, de ne pas fixer la position d'énonciation dans une attitude déterminée. Les preneurs de parole interviennent à la fois dans la position distante de la troisième personne et dans la position impliquée de la première. De sorte que l'on peut extraire des corpus engagés et des corpus activistes de textes dont le ton varie de l'attitude réservée de la note technique au coup de gueule virulent, en passant par toute une gamme de postures permettant d'insérer la personne de l'énonciateur dans la prise de parole (témoignage à la première personne, conclusion personnelle après un récit détaché et circonstancié, dégagement pour mener une attaque virulente contre un acteur ou une institution dans un texte plutôt analytique, etc.) L'ouverture à une diversité des postures d'énonciation constitue, au moins potentiellement, un moyen de réunir des acteurs aux compétences et aux rôles sociaux, culturels et professionnels différents. Il existe certes de fortes disparités nationales, organisationnelles et statutaires entre les différents preneurs de parole de notre corpus. Mais il faut noter que dans leur quasi-totalité, les producteurs de textes des médias engagés sont dotés de très fortes compétences culturelles et occupent des métiers qui les ont familiarisés avec la manipulation de l'écriture, de la parole et des idées (étudiants, syndicalistes, pigistes, enseignants, journalistes, universitaires, etc.). L'hétérogénéité des trajectoires et des motifs d'engagement est sans doute moins structurante que la fréquentation commune de cercles militants relativement proches et la forte interdépendance entre journalistes professionnels et militants professionnels – rappelons que l'association ATTAC a été notamment cofondée par *Le Monde diplomatique*, *Politis*, *Charlie Hebdo*, *Témoignage chrétien*, etc. Les multiples auteurs de ce sous-corpus constituent une assez bonne approximation de ce milieu (restreint) de travailleurs immatériels spécialisés «dans la manipulation intelligente et créatrice de symboles», pour lesquels «la coopération est complètement immanente à l'activité de travail elle-même»<sup>13</sup>. La production bénévole ou quasi bénévole des textes, l'investisse-

12. Cyril Lemieux, *Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Métailié, Paris, 2000.

13. Cf. Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, *op. cit.*, p. 358-359.

## *La démocratie aux extrêmes*

ment dans l'activité de mise en ligne, le souci de rendre communes et partageables les connaissances procèdent directement d'un principe ouvert de coopération, qui autorise des échanges entre les univers du journalisme et de la militance.

Dans le corpus des médias centraux et engagés, les principaux chaînages entre groupes de victimes et agents persécuteurs sont établis sur fond d'échange inégal entre pays du Nord@ (respectivement 66<sup>e</sup> et 46<sup>e</sup> rang) et du Sud@ (25<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> position).<sup>14</sup> Dans les médias centraux, ces inégalités sont d'abord rapportées au jeu des institutions internationales@ et au rôle des leaders globaux@ (Bush, Chirac, Blair, etc.). La perception des injustices de condition est moins mise en avant que le débat politique sur l'aide aux pays en voie de développement ou les moyens de freiner la spéculation financière. En revanche, au sein des médias engagés, ce sont les mécanismes d'exploitation et de domination qui sont documentés dans des textes d'experts. Les victimes sont fortement mises en avant catégorie par catégorie: les femmes@ (5<sup>e</sup> contre 124<sup>e</sup> pour les médias centraux), les paysans@ (23<sup>e</sup> contre 53<sup>e</sup>), les travailleurs@ (36<sup>e</sup> contre 59<sup>e</sup>), les victimes de la répression@ (83<sup>e</sup> contre 115<sup>e</sup>), les immigrés@ (173<sup>e</sup> contre 292<sup>e</sup>). Et leurs persécuteurs ne sont pas singularisés (alors que les leaders globaux@ arrivent au 34<sup>e</sup> rang des médias centraux, ils se trouvent au 163<sup>e</sup> rang des médias engagés). Ce sont alors des interprétations systémiques que mettent en exergue les médias engagés pour dénoncer le rôle des entreprises@, des États-Unis@ et des pays du Nord@ dans le processus d'exploitation des pays du Sud@. Ayant comme origine la mise en cause du fonctionnement des marchés financiers, tout un ensemble de chaînages critiques ont été élaborés pour redonner une actualité à la dénonciation des inégalités entre pays du Nord et du Sud. Il reste à faire une sociologie de ce renouveau de la critique internationale des échanges Nord/Sud dont on peut trouver des explications dans la reconversion de militants syndicaux vers les causes internationales<sup>15</sup>, la mise en place et la réussite des grandes campagnes d'annulation de la dette, les concurrences internes entre ces campagnes qui ont vu les coalitions de pays du Sud imposer une radicalisa-

14. Sur l'utilisation de ce modèle victime/persécuteur pour une analyse des chaînages critiques, cf. Luc Boltanski, *L'Amour et la justice comme compétences*, Métailié, Paris, 1990.

15. Cf. Annie Collovald, Marie-Hélène Lechien, Sabine Rozier et Laurent Willemez, *L'Humanitaire ou le management des dévouements*, Presses universitaires de Rennes, 2002.

16. Cf. Dieter Rucht, « The transnationalization of social movements: Trends, causes, problems », in D. Della Porta, H. Kriesi et D. Rucht (sous la direction de), *Social Movements in a Globalizing World*, MacMillan Press LTD, Londres, 1999, p. 206-222.



tion des prises de position de leurs soutiens au Nord<sup>16</sup>. Il faudrait aussi questionner la politisation du courant développementaliste rencontrant (notamment à Seattle) les mobilisations syndicales et les ONG hostiles à la financiarisation de l'économie mondiale ainsi que la multiplication de think tanks alternatifs entreprenant un travail de (contre-)expertise systématique (Focus on the Global South, CorpWatch, Global Echange, etc.).

Les textes des médias engagés portant sur la dette, la régulation des marchés, les OGM, la brevetabilité du vivant, etc., construisent des chaînages longs associant la situation des victimes aux actions des persécuteurs au moyen d'une théorie de l'exploitation et de l'échange inégal. Ils font systématiquement apparaître le caractère transnational des problèmes. Les entités systémiques incarnées par les institutions internationales@ se substituent aux persécuteurs nationaux : « Beaucoup se plaignent d'avoir affaire à des interlocuteurs de plus en plus évanescents : ce n'est plus le patron local qu'il faut contrer, c'est le conseil d'administration d'une multinationale, c'est le fonds de pension actionnaire principal ; ce n'est plus l'autorité publique nationale dont il faut déjouer les plans, c'est celle d'un conseil de ministres européens ou du G8 »<sup>17</sup>. Ils multiplient les blâmes et les accusations en direction de la politique des institutions financières internationales « où se dessine aujourd'hui l'architecture de la domination de la bourgeoisie à l'échelle de la planète ». Enfin, à l'aide de témoignages et de reportages, les journalistes des médias engagés montrent les effets de la politique du FMI et des multinationales en donnant la parole aux laissés-pour-compte et aux victimes (femmes argentines, paysans sans-terre équatoriens, etc.) Les contributions au débat sur l'annulation de la dette, comme celles d'Éric Toussaint, animateur du CADTM (Committee for the Cancellation of the Thirld World Debt), sont parmi les plus significatives. Elles mixent de façon originale un très haut niveau de technicité et d'expertise et une incessante relance de l'indignation. Ainsi, les débats sur l'aide publique au développement, les plans d'ajustement structurel, les options stratégiques des différents acteurs en jeu (l'ONU, le FMI, la CNUCED, etc.) font l'objet d'une analyse critique serrée. Mais en même temps, il est question de ne pas « laisser les corrompus et les corrupteurs impunis », d'en finir avec « le pillage des capitalistes des pays de la périphérie », ou encore de « rendre aux citoyens du tiers monde ce qui leur a été dérobé ». La position défendue dans le texte ne cherche donc pas le compromis : il s'agit d'annuler la dette extérieure publique du

17. Éric Toussaint, « Pour une globalisation des ripostes », <http://www.attac.org/fsm2002/0102/doc/riposte/htm>.

## *La démocratie aux extrêmes*

tiers monde et de ne faire aucune concession aux « tenants de la mondialisation néolibérale » et aux « élites capitalistes ».

Le corpus des indignations ordinaires que nous avons traité précédemment avec le même système de catégorisation était emprunt de désespoir.<sup>18</sup> L'accusateur dressait le tableau d'injustices détaillées et circonstanciées. Mais, dans le même temps, sa voix trahissait surtout son sentiment d'impuissance. Ici, sur la même structure d'énonciation, les publications des militants-journalistes montrent, si l'on peut dire, un bien meilleur moral. Elles accusent même avec une certaine jubilation, multiplient les procès, les qualifications péremptoires et les moqueries, ne reculent pas devant les accusations systémiques et se plaisent à imaginer des victoires. L'usage récurrent de formulations utopiques (« Un autre monde est possible », le slogan du FSM) orientées vers un horizon libéré de l'asservissement et de la domination apparaît à cet égard comme le gage de ce réarmement de la parole critique.

### Les média-activistes : de la prise de parole à l'action

Le spectre des différents modes d'énonciation sur les sites média-activistes est plus large encore. On y trouve rassemblés des convocations militantes, des copies commentées et annotées d'articles des médias centraux, des échanges personnels entre militants, des pétitions, des textes théoriques ou des opinions déclenchant des cascades de réponses. Le site n'exerçant pas de contrôle sur le format des textes expédiés, les contributions au site d'Indymedia-France sont assez hétéroclites. On y trouve aussi bien un récit détaillé de l'occupation d'un immeuble de Porto Alegre par un groupe d'anarchistes brésiliens, des débats décousus sur le rôle d'ATTAC-FRANCE et sa relation avec le gouvernement socialiste, sur le rôle de la police dans la gestion du camp de jeunes ou sur les journées de la Federação anarquista gaucha. La proximité entre ces contributions est cependant assurée par le niveau très important de politisation et de radicalité des propos. En dépit du principe de l'open publishing censé encourager les publications les plus diverses et faciliter l'expression polyphonique d'une très large diversité de points de vue, on constate un très fort resserrement des textes sur les problématiques de l'extrême gauche et tout particulièrement celles de la mouvance autonome-libertaire-anarchiste. Délibérément absent du corpus des médias engagés (147<sup>e</sup> position), l'espace politique français@

18. Dominique Cardon et Jean-Philippe Heurtin, « La critique en régime d'impuissance... », article cité.

### *Médias alternatifs et radicalisation de la critique*

occupe en revanche un rang important (le 11<sup>e</sup>) dans les textes des média-activistes qui, paradoxalement, partagent cette polarisation avec les médias centraux. Les activistes « distancient » beaucoup moins qu'ils ne publient des textes incitant, préparant ou commentant des actions coordonnées. Ce faisant, les représentants politiques français, mais aussi brésiliens (25<sup>e</sup> rang contre 104<sup>e</sup> pour les médias engagés) occupent une place importante puisqu'ils sont souvent (avec la police@ et l'armée@) la cible de ces actions. L'instauration, en paroles et en actes, d'un rapport de force avec les acteurs de l'espace politique conventionnel est même un objet de préoccupation constant dans les débats d'Indymedia.

Cette animation peut s'expliquer par le type de configuration critique qui domine les propos des média-activistes. Par rapport aux autres corpus, les média-activistes placent en tête de leurs préoccupations les immigrés@, les travailleurs@, les sans@ et les exclus@. C'est d'ailleurs au nom de ces catégories de victimes que ces groupes politiques se mobilisent le plus fréquemment. Ils considèrent qu'elles sont mal prises en compte dans les mobilisations syndicales traditionnelles – un reproche qu'ils adressent également aux médias engagés. Le trait original de cette configuration critique est que, à l'exception de la classe politique, les persécuteurs désignés sont moins les États@, les entreprises@ ou les institutions internationales@ que les forces de répression. La police@ et l'armée@ émergent dans ce sous-corpus à un rang élevé (34<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup>) alors qu'elles sont respectivement absentes et 151<sup>e</sup> dans la liste des médias centraux et 262<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> dans celle des médias engagés. La place décisive occupée par la police dans les textes des média-activistes peut s'expliquer de plusieurs façons. Elle témoigne d'abord de la présence forte des groupes autonomes, libertaires et anarchistes dans le mouvement et de leur influence dans le milieu des médias alternatifs. Elle marque ensuite un ancrage de la critique dans des formes de mobilisation agissantes (manifestation, occupation, squat). Surtout, la désignation de la police@ comme persécuteur place l'énonciateur dans une position de victime potentielle. Ne pouvant souvent, sauf sous le rapport de la vie (provisoirement) précaire, entretenir un lien de proximité avec les personnes dont ils défendent les droits (immigrés, chômeurs, etc.), les activistes (étudiants, pigistes, informaticiens, animateurs sociaux, etc.) peuvent cependant témoigner et émettre des protestations à la première personne pour dénoncer la répression des forces de l'ordre (tracasseries, violences, surveillances). Ils ne se posent plus alors en témoins distancés et experts des effets destructeurs de la globalisation néolibérale, mais en victimes justifiées à agir. Ce déplacement de

## *La démocratie aux extrêmes*

la position d'énonciateur est au principe même des modes d'implication dans les forums ouverts des média-activistes.

Le réarmement de la parole critique est rendu ici possible par l'instauration d'espaces de parole qui présentent la caractéristique de déplacer systématiquement les contraintes qui pèsent habituellement sur l'énonciation vers la réception. La dynamique accusatoire des échanges sur les sites média-activistes, l'affirmation d'une multitude de positions expressives, la proximité entre la parole publiée et les actions militantes entreprises ou à entreprendre se trouvent en quelque sorte « libérées » des contraintes imposées au locuteur par le souci de faciliter la rencontre avec un public. Peu attentifs aux questions de réception, les militants de l'Internet participatif ont polarisé la plupart de leurs débats et de leurs combats sur la reconnaissance des droits inconditionnels du locuteur. Longueur, prolifération, abondance et redondance des textes mis en ligne prennent souvent prétexte du souci de laisser le lecteur faire son choix pour ne pas imposer de contraintes rédactionnelles. La multiplication des angles, la polyphonie des points de vue, les connexions à des sites antagonistes voire contradictoires avec le site d'accueil sont encouragées par les philosophies sociales des avant-gardes du réseau des réseaux qui revendiquent la production d'un savoir collectif, l'affirmation des différences et le respect scrupuleux de la liberté de parole. Aussi les contraintes de format que s'imposent les journalistes pour faciliter l'accès du public à l'information s'exercent-elles de façon radicalement différente selon que l'on considère le public comme actif ou comme passif. Les concepteurs de sites du monde de l'Internet dotent leur lectorat d'attributs individualisants (curieux, réflexif, débateur, mobilisable, etc.) qui se démarquent profondément du collectif passif, commensurable et grégaire construit par les médias de masse. En promouvant une figure active et individualisée du lecteur, les promoteurs d'un espace public radical, comme avant eux les initiateurs des médias communautaires et alternatifs<sup>19</sup>, s'attachent à défaire la ligne de partage entre production et réception. Ils présupposent ainsi une bascule possible entre les rôles de récepteur et de producteur d'information, un élargissement continu du cercle des preneurs de parole, une formation communautaire de l'espace de parole et une liaison forte entre la parole et l'action.

19. Cf. Clemencia Rodriguez, *Fissure in the Mediascape. An International Study of Citizens' Media*, Hampton Press, Cresskill, 2001.

## UNE POLITIQUE RADICALE DE LA PRISE DE PAROLE

On manque aujourd'hui de méthodologies pour analyser la réception du Web<sup>20</sup>, mais il est en revanche permis de chercher des éléments de compréhension de ces situations de parole « numériques » au moyen d'une approche ethnographique des modalités de participation et d'écoute dans les assemblées du mouvement altermondialiste. Les échanges dans le monde « réel » ne constituent pas un modèle que l'on pourrait projeter, comme en miroir, sur les contacts électroniques selon une conception étagée et discontinue des relations entre le réel et le virtuel. Il faut plutôt penser les communications en présence et à distance comme contiguës, voire entrelacées, les unes aux autres. Aussi avons-nous cherché à observer les manières de communiquer et de prendre la parole à Porto Alegre des acteurs dont nous venons de suivre la production sur le Web comme une manière d'accéder aux attentes normatives qu'ils forment à l'égard de l'espace public médiatique. Les conditions à réunir pour transformer la position de récepteur en position de preneur de parole ne sont en effet ni une affaire de théorie linguistique ni un postulat naïf de l'idéologie participationniste. Elles prennent forme dans un ensemble de dispositifs, d'attitudes et de pratiques observables; elles apparaissent lorsque des manquements, des entraves ou des censures sont relevés et notifiés; elles s'appuient sur des dispositions expressives d'un type particulier caractérisant une forme de civilité militante.<sup>21</sup> À cet égard, les sociabilités et les habitudes délibératives développées au sein des forums sociaux donnent un éclairage très précis sur le type d'idéalisation pratique que les acteurs s'attachent à promouvoir dans l'espace public. On peut le caractériser comme la volonté d'instaurer une politique radicale de la prise de parole dont on peut distinguer brièvement quatre traits.

### Circulation dans des dispositifs de participation enchâssés

Quatre journées durant, le FSM multiplie les scènes et les situations de communication en une profusion d'assemblées de format différent: conférence d'une personnalité devant des milliers d'auditeurs, séminaire universitaire, atelier de travail, assemblée délibérante, forum de libre expression, manifestation de rue, conférence de presse, réunion de (contre-)experts, groupe

20. Cf. Valérie Beaudouin, Christian Licoppe (sous la direction de), « Parcours sur Internet », *Réseaux*, n° 116, novembre-décembre 2002.

21. Cf. Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix*, n° 57, 2002, p. 17-35.

## *La démocratie aux extrêmes*

de travail thématique, etc. Lors du deuxième FSM, on pouvait dénombrer 28 conférences, 150 séances plénières, 700 séminaires se tenant sur plusieurs jours, plus quelques centaines de débats de toutes sortes qui n'ont pas été enregistrés dans le programme officiel. À l'instar de la diversité des dispositifs d'énonciation enchâssés dans la construction des sites des médias engagés, les participants peuvent – virtuellement – en un laps de temps très ramassé passer d'une conférence à une manifestation, d'un débat d'expert à une discussion militante, d'une position d'auditeur à une position d'orateur, d'un discours objectivant et distancié à une parole affective et émouvante, etc. Ces passages sont rendus possibles par le rapprochement dans un espace spatio-temporel réduit de multiples formats d'engagement, une articulation de positions de parole qui est très rarement proposée aux personnes dans leur vie quotidienne. C'est sans doute pourquoi cette expérience, aussi fragile et éphémère soit-elle, sans doute aussi plus opaque et contrainte qu'elle n'apparaît aux acteurs, joue un rôle cardinal dans les multiples manifestations d'enthousiasme dont font montre les participants. Ils glissent d'une conférence en « grand format » dans laquelle une distance infranchissable sépare orateurs et spectateurs vers un débat en « petit format » (atelier, séminaire, forum) qui donne beaucoup plus d'opportunités à un échange de rôle entre orateur et spectateur. La réception est aussitôt reparlée dans un autre dispositif contigu. Or cette possibilité de réengager la parole dans un autre espace constitue un moyen réaliste d'activer et de mettre à l'épreuve les compétences expressives des personnes. L'articulation des dispositifs de parole réarme leur force expressive (au sens de l'intraduisible expression anglo-saxonne d'empowerement). Elle contribue aussi à relancer leur indignation en construisant un environnement très dense en propositions d'engagement et en sensibilisations émotionnelles.

### Indignation et théorisation

Nous avons indiqué que les médias engagés déploient un modèle de sensibilisation critique qui se caractérise à la fois par une forte présence de la voix de l'énonciateur dans l'énoncé (marque d'engagement et d'indignation) et par une forte capacité de distanciation (séparation de la condition du locuteur et de celle des victimes, recours à une rhétorique de l'expertise, inscription de la prise de parole dans un réseau de points de vue institutionnels déjà constitué). Ce mélange est au cœur de nombreux rituels politiques mis en place par les mouvements de solidarité internationale, toujours prêts à théâtraliser leurs revendications

– par exemple, à travers les «tribunaux de la dette» qui mobilisent un répertoire très expressif (costumes, danses, soulignement caricatural des positions) pour mettre en scène les victimes de la famine et les banquiers du FMI –, mais qui font aussi appel aux exposés parfois très techniques d'experts. L'entrelacement de la sensibilisation militante et de la discussion théorique constitue, notamment pour les acteurs au profil «intellectuel» (largement majoritaires parmi les participants européens du FSM), une forme accomplie de réalisation de leurs attentes militantes. Il est reproduit dans l'organisation même du forum : les manifestations spontanées traversent les couloirs des salles de cours de l'Université ; des troupes de théâtres viennent clore les séminaires de travail ; des concerts de cacerolados s'immiscent dans les débats pour rendre les participants solidaires de la détresse des Argentins. La forme hybride de l'événement, un immense colloque-manifestation, rapproche dans un environnement très différent de celui des «lutttes nationales» exigences de distanciation et sensibilisation émotionnelle. Elle est aussi au principe d'une redécouverte et d'un renouvellement de l'expérience de la critique (nouvelles causes, rapprochement entre des luttes a priori très hétérogènes, solidarisation avec des réseaux militants étrangers, etc.). Pour certains militants, en rupture avec leurs précédents engagements nationaux, l'implication dans les luttes internationales permet ainsi de «réenchanter» leur rapport à la politique au contact d'une «nouvelle» classe de dominés (les sans-terre, les mineurs de la CUT, les peuples indigènes) tout en enrichissant les modèles d'explication des logiques économiques et politiques de la globalisation.<sup>22</sup> Ce nouveau contexte d'engagement contribue à réactiver des horizons critiques que les acteurs avaient abandonnés ou qu'ils ne parvenaient plus à assumer sous l'effet des multiples disqualifications dont ils avaient été l'objet.

### L'impératif participatif

La plupart des arènes de débats construites par le FSM font peser sur ceux qui s'y engagent un fort impératif participatif. Il n'est pas seulement demandé d'assister au débat, mais très souvent d'apporter, sous une forme ou une autre, une contribution à la discussion au moyen de différentes techniques participatives : tour de table, scission temporaire des assem-

22. Cf. Annie Collovald, «De la défense des «pauvres nécessiteux» à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique», *Politix*, n° 56, 2001, p. 135-161.

23. Cf. Daniel Mouchard, ««Politique délibérative» et logique de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le chômage», *Politix*, n° 57, p. 125-145.



## *La démocratie aux extrêmes*

blées en groupes thématiques rapportant ensuite en plénière, remise de questions écrites, poursuite des débats sur les listes de diffusion, etc. L'impératif participatif constitue une forme de civilité à l'intérieur des espaces de débats du mouvement altermondialiste qui agit comme un critère d'excellence militante (être synthétique, repartir du dernier propos pour développer le sien, savoir répondre aux attaques sans agresser, reconnaître ses dettes et citer ses sources, etc.). La participation aux débats implique aussi la capacité d'en rendre compte vers l'extérieur. Ainsi les militants d'Indymédia et de CMAQ, très présents dans le camp de jeunes du Parque da Harmonia, se sont insérés dans les multiples espaces de discussion pour demander à tous les présents de se rendre immédiatement après la clôture de la discussion dans la « salle de presse alternative » pour rédiger et expédier sur un site Web contributif un compte rendu de ce qu'ils ont entendu, vu et pensé du débat. L'usage de plus en plus répandu chez les participants d'outils d'enregistrement habituellement réservés aux professionnels de l'information (vidéo, magnétophone, appareils photo numériques) facilite par ailleurs les pratiques d'auto-publication auxquelles sont conviés les participants. Même si ces injonctions à la participation ne sont pas nécessairement entendues, si elles ne mobilisent en pratique qu'un cercle restreint de locuteurs et si s'exerce toujours une inévitable distribution de la parole au profit des plus expérimentés<sup>23</sup>, il faut cependant considérer ce culte actif voué à la participation comme un idéal régulateur dessinant un espace public « élargi » par l'abaissement des effets de sélection des preneurs de parole.

## Multi-appartenance et coopération

Comme dans les forums sur Internet, la circulation entre différentes positions de parole faisant apparaître les personnes tour à tour comme des novices ou des experts constitue un enjeu démocratique essentiel pour un mouvement qui cherche à favoriser l'ouverture de l'espace public et éviter la professionnalisation et la bureaucratisation. À cet égard, les obligations de coopération interorganisationnelle rendue nécessaire par la structuration en réseau des organisations du mouvement favorisent une culture de la concertation et du déplacement. Même si les délégués présents à Porto Alegre le sont au nom d'une organisation principale, ils disposent souvent aussi d'autres identités associatives et syndicales qui leur donnent la possibilité d'engager des interactions avec d'autres groupes et de circuler entre des univers militants sensiblement différents. Cette multi-appartenance est au principe des changements de rôle et de statut dans



la circulation au sein des différents espaces du FSM. Untel qui faisait des reportages militants pour un site Web assurera un remplacement dans un séminaire pour assurer la défense de la conception française d'une séparation entre le mouvement social et les partis politiques. Il ira ensuite poser une question dans un débat sur la dette à un ministre français. Un autre assistera comme spectateur au séminaire sur l'économie solidaire, puis comme militant d'ATTAC se rendra en observateur à l'atelier sur la financiarisation de l'économie de la culture et participera à un groupe de travail cherchant à redéfinir des indicateurs de productivité. Sans exagérer la réalité de cette circulation des places, il apparaît bien que la diversité des appartenances et des identités militantes favorise les changements de rôle (ou de position énonciative) dans les différents espaces de communication du FSM. Par ailleurs, la multi-appartenance est aussi un moyen de créer de la coordination au sein d'une structure distribuée en réseaux thématiques.

La circulation entre différentes positions de parole exerce un puissant effet de sélection qui privilégie les militants diplômés, dotés d'un savoir-faire organisationnel important et familiarisés avec les langues et les cultures étrangères. Elle est, par ailleurs, constamment contredite par les logiques organisationnelles qui imposent une clôture dans l'échange des informations, la concurrence entre groupes, des segmentations entre les différents réseaux de coopération interorganisationnelle – notamment entre les organisations centrales et les marges radicales ou « jeunes » du mouvement. Il n'en reste pas moins qu'une visée coopérative dans le travail militant, et tout particulièrement des militants de l'information, est une donnée quasi constitutive de la formation en réseau du mouvement altermondialiste.

Les différents traits de la culture de l'échange dont nous venons de rendre compte produisent des dispositions expressives qui renforcent la production et la circulation de discours critiques : mise en partage d'un stock d'arguments, échange de schèmes accusatoires, confortation mutuelle dans l'audace dénonciatrice, relance de l'accusation vers des persécuteurs de grande taille, comparaison et chaînage des causes, diffusion des interprétations systémiques, solidarisation autour des victimes... En participant au FSM, les militants prennent la parole avec moins de timidité et plus d'autorité que dans leur vie militante nationale. Tout se passe comme si la forme de la mise en débat et la forme de la critique se nourrissaient mutuellement. Or il existe sans nul doute une relation profonde entre l'architecture des dispositifs d'énonciation mis en place sur le Web militant

### *La démocratie aux extrêmes*

et la forme des échanges qui se déploient dans les espaces de parole du mouvement altermondialiste. Sans être considérable, l'audience de certains de ces sites est loin d'être négligeable. Leur public est d'abord constitué de militants ou de sympathisants. Mais le point sans doute le plus décisif tient à l'intérêt que portent les journalistes à ces espaces « alternatifs » de production de l'information. Tout en contestant le manque de professionnalisme, l'absence de contrôle sur la forme des textes et l'engagement des rédacteurs, les journalistes professionnels de la presse « centrale » fréquentent activement ces espaces de publication. Ils en font un usage important pour construire des dossiers, être alertés sur des sujets sensibles, recruter des experts, trouver des témoignages... Les contre-sommets et les forums mondiaux ont aussi contribué à créer des relations d'interconnaissance entre journalistes professionnels et informateurs militants qui favorisent les échanges de services et facilitent une spécialisation interne dans la couverture du mouvement altermondialiste au sein des principaux organes de presse. On peut dès lors comprendre que la mise sur agenda par les médias centraux des critiques portées par le mouvement altermondialiste apparaisse comme la conséquence d'un désenclavement des espaces d'expression qui ont trouvé sur le Web un refuge adapté à leurs besoins pour formuler et diffuser une information plus radicale.